**REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY**

**JUGEMENT
COMMERCIAL
N° 151 du
30/07/2025**

AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 09 JUILLET 2025

AFFAIRE :

ETS DAOUDA

C/

**ADAMOU
HAROUNA**

Le Tribunal de Commerce de Niamey en son audience publique ordinaire du 09 JUILLET deux mille vingt-cinq, statuant en matière commerciale tenue par Monsieur **ALMOU GONDAH ABDOURAHAMANE**, Président du Tribunal, en présence de Messieurs **HARISSOU LIMAN BAWADA ET SAHABI YAGI, Membres** ; avec l'assistance de Maitre **Mme ABDOULAYE BALIRA, Greffière**, a rendu le jugement dont la teneur suit :

ENTRE

ETABLISSEMENT DAOUDA, ayant leur siège social à Niamey immeuble Sonara II, BP 11.380 Niamey, agissant par l'organe de leur représentant légal, Monsieur DAOUDA ISSOUFOU, téléphone 227 20 73 82 16 ;

**DEMANDEUR
D'UNE PART**

ADAMOU HAROUNA, né vers 1977 à Tondi-Kouaré/Ouallam, commerçant au Grand marché de Niamey, Boutique N°0380, de nationalité nigérienne, demeurant à Niamey, assisté de Maitre MOUNKAILA YAYE ;

**DEFENDEUR
D'AUTRE PART**

FATIS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DE PARTIES :

Par exploit d'huissier en date du 15 mai 2025, les ETS DAOUDA, entreprise individuelle ayant son siège social à Niamey, formait opposition contre l'Ordonnance d'injonction de payer n°53/P/TC/NY/2025 rendue par le Président du Tribunal de commerce de Niamey le 22 Avril 2025, à la requête le sieur ADAMOU HAROUNA, assisté de Maître MOUNKAILA YAYE, à l'effet de :

- Y venir monsieur ADAMOU HAROUNA, et monsieur le Greffier en chef près le Tribunal de Commerce de Niamey, Maître HAMANI SOUMAILA, huissier de Justice ;

- S'entendre dire et juger que l'exploit de signification en date 06 mai 2025 est nul et de nul effet ; date 06 mai 2025 ;

- S'entendre prononcer l'annulation de l'exploit de signification en date 06 mai 2025

- S'entendre dire et juger que L'ordonnance N°53/PTC/2025 du 22 Avril 2025 rendue par le Président du Tribunal de Commerce de Niamey ne remplit pas les conditions de la loi ;

- S'entendre dire que l'ordonne N°53/PTC/2025 du 22 Avril 2025 rendue par le Président du Tribunal de Commerce sera rétracté ;

- S'entendre proposer une conciliation pour sortir du litige ou à défaut de conciliation ordonner au bénéficiaire du débiteur d'un délai de grâce d'une année pour payer sa dette ;

Il exposait à l'appui de sa demande qu'ils sont en relation d'affaires avec monsieur ADAMOU HAROUNA, commerçant au grand marché de Niamey ;

Qu'au cours desdites relations le sieur ADAMOU HAROUNA leur a cédé des sacs d'écoliers à 113.943.000 FCFA et que sur le prix desdits sacs un acompte de 78.557.000 FCFA a été payé, d'où un reliquat de 35.383.000 FCA, et qu'au moment de la livraison aucune facture n'a été présentée ;

Qu'il poursuit en soutenant que dans les circonstances de l'espèce, la vente est réputée faite toutes taxes comprises et cela conformément aux dispositions pertinentes du Code Général des Impôts du Niger notamment celles de l'article 252 selon lesquelles « *le montant versé ou reçu en contrepartie d'une opération taxable est réputée toutes taxes comprises lorsque la facture correspondante ou le document en tenant lieu ne comporte pas mention de la taxe sur la valeur ajoutée* » ;

Qu'il demande à la juridiction de céans de constater que conformément à l'esprit de ce texte, la non présentation de facture équivaut au défaut de facturation de la taxe sur la valeur ajoutée impliquant que la taxe sur la valeur ajoutée est partie intégrante Du prix de vente ;

Qu'il ajoute que contre toute attente, le sieur ADAMOU HAROUNA réclame sa créance en y ajoutant la taxe sur la valeur ajoutée de l'ordre de 18% ;

Qu'il estime dès lors qu'il y a une contestation sérieuse sur le montant de ladite créance qui la rende non liquide et sollicite par conséquent le retrait l'ordonnance aux fins d'injonction de payer N°53/PTCI2025 du 22 Avril 2025 pour violation de l'article 2 de l'acte uniforme de l'OHADA portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution aux termes duquel, « *le recouvrement d'une créance certaine, liquide et exigible peut être demandé suivant la procédure d'injonction de payer* » ;

Que toutefois, les ETS DAOUDA se reconnaissent débiteurs de monsieur ADAMOU HAROUNA (c'est une créance certaine), et ne s'oppose guère à s'acquitter de leurs dette du moment où le terme pour son réglaiement est arrivé (*cette créance est exigible*), mais malheureusement celle-ci ne peut être payée avec des charges qui ne sont pas dues et son quantum reste et demeure à calculer à la date d'aujourd'hui (*d'où cette créance n'est pas liquide*) ;

Qu'il ajoute qu'à la lecture de sa requête aux fins d'injonction de payer, on se rend compte que le sieur ADAMOU HAROUNA réclame une créance composée dont il ne précise pas le décompte des différents éléments constitutifs, violant ainsi les prescriptions à peine de nullité de l'article 4 de l'acte Uniforme de l'OHADA en son alinéa 2 qui dispose comme suit : «*la requête contient à peine de nullité ...*

- *L'indication précise du montant avec le décompte des différents éléments de la créance ainsi que le fondement de celle-ci* » ;

Qu'or, les établissements DAOUDA réclament ouvertement « *le montant d'un contrat d'achat de soixante-trois mille trois cent (63.300) sacs d'écoliers en raison de mille huit cent francs(1.800 FCFA) le sac pour un montant total hors taxe (18 %) de cent treize millions neuf cent quarante mille (13.930.000 FCFA)* » ;

Que cette rédaction donne un montant global qui ne laisse pas comprendre ce qui est le prix de vente des sacs et ce qui est taxe , ou profit , etc. ... ;

Qu'en outre, il ne reconnaît pas devoir des taxes car celles-ci ne sont pas dues conformément aux règles générales de la fiscalité qui ont cours au Niger ;

Qu'ainsi, en procédant de la sorte, l'ordonnance sus visée viole l'article 4 de l'acte Uniforme de l'OHADA en son alinéa 2 ;

Qu'aussi, sur la base de l'ordonnance querellée, une signification (exploit de signification en date du 06 mai 2025, pièce N°2) a été faite aux débiteurs en leur impartissant un délai de 10 jours pour payer :

- 1) le principal (sujet à discussion)
- 2) les droits de recouvrement de l'huissier,
- 3) la TVA (19% du droit de recouvrement),
- 4) les frais de greffe,
- 5) les coûts de l'exploit de signification ;

Qu'or, cette énumération est très exhaustive et voire erronée en ce que les droits de recouvrement de l'huissier ne sont pas nécessaires ou dus à cette étape de la procédure, et cela, tout simplement du fait que l'article 8 de l'acte Uniforme de l'OHADA portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution ne fait référence qu'aux frais de justice et non au droit de recouvrement ;

Que les droits de recouvrement ne sont à la charge du débiteur que quand le recouvrement est poursuivi sur la base d'un titre exécutoire (article 47 AUPSRVE), ce qui n'est pas le cas d'une ordonnance d'injonction de payer qui ne constitue pas encore un titre exécutoire ;

Qu'en somme, il sollicite que l'exploit de signification de l'ordonnance N°53/PTC/2025 du 22 Avril 2025 rendue par le Président du Tribunal de Commerce de Niamey soit déclaré nul et de nul effet ;

Qu'enfin, l'opposant demande un délai de grâce acceptable d'une année afin de payer sa dette au vue de sa bonne foi pour avoir payé plus du tiers de sa dette volontairement, avant que la situation politique du moment influe sur l'économie en

mettant tous les acteurs dans une précarité sans précédent et de son engagement pour un règlement amiable en proposant un règlement échelonné au conseil du créancier ;

En réponse, Adamou HAROUNA soulève in limine litis par le truchement de son conseil Maître MOUNKAILA Yayé, l'irrecevabilité de l'action des ETS DAOUDA pour défaut de personnalité Juridique au motif que l'exploit d'opposition a été servi à la requête des ETS DAOUDA, entreprise individuelle ;

Qu'or, l'entreprise individuelle est dépourvue de personnalité juridique et ne saurait ester en justice en lieu et place de son promoteur ou propriétaire Mr DAOUDA Issoufou qui est le seul titulaire des droits et obligations ;

Qu'il invoque à l'appui plusieurs jurisprudences qui dénie la capacité et le pouvoir d'ester en justice de l'entreprise individuelle en lieu et place de son propriétaire ;

Qu'il demande en application des articles 13 et 139 du code de procédure civile de déclarer irrecevable l'action des ETS DAOUDA et d'ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir ;

Le dossier de la procédure a été renvoyé par le juge conciliateur à l'audience contentieuse du 25/06/2025 puis renvoyé au 09/07/2025 où il a été retenu et mis en délibéré au 30/07/2025 ;

A la barre, l'opposant modifie ses prétentions en soutenant qu'il a payé sa dette en vendant un terrain d'une valeur équivalente au créancier ;

A son tour, le créancier niait un tel paiement et demande au tribunal de condamner l'opposant à lui payer le montant de sa créance indiqué dans l'ordonnance d'injonction de payer ;

Qu'il poursuit en demandant au tribunal d'écarter la TVA de sa demande et de condamner l'opposant à lui payer le principal et les frais dus ;

Motifs de la décision

En la forme

Sur le caractère de la décision

Attendu que selon l'article 372 du code de procédure civile : « Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres à la juridiction devant laquelle la demande est portée. » ;

Attendu le défendeur a comparu en personne et que le demandeur a été représenté par son avocat Maître IBRAHIM Djibo, à l'audience du 09/07/2025 où le dossier a été plaidé et mis en délibéré au 30/07/2025 ;

Qu'il y'a lieu de statuer contradictoirement à leurs égards ;

Sur l'exception d'irrecevabilité de l'action

Attendu qu'il résulte de l'article 139 du code de Procédure civile que « Constitue une fin de non-recevoir tout moyen qui tend à faire déclarer l'adversaire irrecevable en sa demande sans examen au fond, pour défaut de droit d'agir tel le défaut de qualité, le défaut d'intérêt, la prescription, l'expiration d'un délai préfix, la chose jugée » ;

Attendu que Adamou HAROUNA soulève in limine litis par le truchement de son conseil Maître MOUNKAILA Yayé, l'irrecevabilité de l'action des ETS DAOUDA pour défaut de personnalité Juridique au motif que l'exploit d'opposition a été servi à la requête des ETS DAOUDA, entreprise individuelle ;

Qu'il soutient que l'entreprise individuelle est dépourvue de personnalité juridique et ne saurait ester en justice en lieu et place de son promoteur ou propriétaire Mr DAOUDA Issoufou qui est le seul titulaire des droits et obligations ;

Attendu qu'aux termes de l'article **135 du code de Procédure civile** « Constituent des irrégularités de fond affectant la validité de l'acte :

- le défaut de capacité du requérant ou du destinataire de l'acte ;
- la violation des règles fondamentales qui tiennent à l'organisation judiciaire, notamment celle fixant la compétence territoriale des huissiers de justice ;

- **le défaut de pouvoir d'une partie ou d'une personne figurant au procès comme représentant soit d'une personne morale, soit d'une personne atteinte d'incapacité ;**

- le défaut de capacité ou de pouvoir d'une personne assurant la représentation d'une partie en justice » ;

Que l'article 13 du même code ajoute que « est irrecevable toute prétention émise par ou contre une personne dépourvue du droit d'agir » ;

Que l'article 137 du même code ajoute en ces termes que, les exceptions de nullité fondées sur l'inobservation des règles de fond relatives aux actes de procédure doivent être relevées d'office lorsqu'elles ont un caractère d'ordre public et être accueillies sans que celui qui les invoque ait à justifier d'un préjudice et alors même que la nullité ne résulte d'aucune disposition expresse.

Attendu qu'il résulte de l'exploit d'huissier en date du 15 mai 2025, que c'est l'ETS DAOUDA, entreprise individuelle ayant son siège social à Niamey qui a formé l'opposition contre l'ordonnance d'injonction de payer n°53/P/TC/NY/2025, rendue par le Président du Tribunal de commerce de Niamey le 22 Avril 2025 à la requête du sieur ADAMOU HAROUNA ;

Mais attendu que l'ETS individuelle DAOUDA n'a pas de personnalité juridique conformément à l'article 98 de l'AUDSC puisqu'elle constitue simplement une unité d'exploitation de son promoteur et qu'en vertu de la règle de l'unicité du patrimoine qui est un principe selon lequel, le patrimoine est indissociablement lié à l'entrepreneur individuel, elle ne peut attirer ni être attirée en justice au nom de son promoteur ;

Qu'au regard de tout ce qui précède, il y a lieu de déclarer irrecevable l'opposition formée par l'ETS DAOUDA pour défaut de qualité ;

SUR LES DEPENS

Aux termes de l'article 391 du Code de Procédure Civile : « toute partie qui succombe est condamnée aux dépens sauf aux juges à laisser la totalité ou une des dépens à la charge d'une partie par décision spéciale motivée » ;

Attendu qu'en l'espèce, l'ETS DAOUDA a perdu le gain du procès, qu'il y a lieu de la condamner aux dépens ;

PAR CES MOTIFS,

Le Tribunal

Statuant publiquement, contradictoirement en matière commerciale et en premier ressort :

- **Dit que l'Entreprise individuelle n'a pas de personnalité juridique pour ester en justice ;**
- **Déclare par conséquent irrecevable l'opposition formée par l'Entreprise individuelle DAOUDA pour défaut de qualité ;**
- **Condamne l'Entreprise individuelle DAOUDA aux dépens ;**

Avisé les parties qu'elles disposent de 08 Jours pour interjeter appel devant la chambre commerciale spécialisée de la cour d'appel, contre la présente décision à compter de son prononcé par déclaration écrite ou verbale ou par voie d'huissier au greffe du tribunal de céans ;

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours, mois et an que dessus.
Et ont signé.

Le président

La greffière